



# L'APPORT DES FEMMES ISSUES DE LA MIGRATION AU MOUVEMENT FÉMINISTE BELGE

Cecilia Torres

Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve

Exposer la contribution des femmes migrantes au féminisme belge suppose certainement d'adopter une approche très large. Par conséquent, nous limiterons ici notre analyse à l'expérience des femmes allochtones militant dans le cadre des travaux du Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve.

Il ne s'agit pas ainsi d'affirmer la reconnaissance comme telle d'une quelconque contribution par le mouvement des femmes belges, mais simplement d'assurer que le travail effectué constitue bien une contribution à valoriser pour le développement du mouvement des femmes. Dans le même temps, nous ne présenterons que l'incidence de l'écoféminisme dans le travail du Collectif.

Mais, avant toute chose, il est nécessaire de caractériser les femmes allochtones du collectif de femmes de LLN : les femmes migrantes avec ou sans papiers vivent dans des situations particulières de violence. Le Collectif des femmes a une très longue expérience du travail avec les personnes d'origine étrangère, en particulier les femmes. Il est conscient de leurs difficultés quotidiennes tout en constatant une détérioration de leur situation depuis le début de la crise sanitaire. À l'intersection de plusieurs discriminations, elles subissent un double fardeau : celui d'être femme dans une société patriarcale et celui d'être une migrante aux droits fragiles, inconnus ou inexistantes. La plupart d'entre elles sont des femmes issues de l'immigration récente, c'est-à-dire de la première ou de la deuxième génération (et il y a bien sûr aussi des hommes). Des femmes d'Afrique du Nord et d'ailleurs, de Syrie,

d'Afghanistan et d'Amérique latine. Leur condition d'origine a conditionné et conditionne encore le sens et la profondeur de leur insertion sociale, l'offre de travail, leur accès à la culture, etc. La violence sexiste à l'encontre de ces femmes se marque de manière particulièrement brutale et leur accès à la justice demeure plus difficile, non seulement en raison de l'insuffisance juridique mais aussi de la pratique actuelle des structures belges (police, juges, tribunaux, etc.) La difficulté apparaît plus grande d'autant que leur séjour dans le pays est récent. C'est pourquoi le mouvement des femmes belges, et concrètement le Réseau FACES (dont le Collectif des Femmes fait partie), a travaillé ouvertement dans ces domaines lors de la malheureuse réforme pénale de 2021.

Cependant, le travail de ces femmes allochtones auquel nous ferons référence ici concerne autant l'activisme environnemental en Belgique que l'encadrement, la valorisation et le soutien de l'action des femmes écoféministes de divers pays en développement. Outre sa nouveauté, cette approche doit être considérée comme essentielle pour le mouvement des femmes comme on le verra plus loin.

Dans cette présentation, nous soulignons aussi l'apport de l'écoféminisme au tra-

vail du Collectif, c'est-à-dire la combinaison simultanée d'actions et de contenus relevant à la fois du féminisme et de la protection de l'environnement et de la diversité biologique.

Dans cette optique, et pour montrer cette conjonction écoféministe, les femmes du Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve ont basé leur action sur les fondements bien connus de ce mouvement.

Relevons tout d'abord la conception propre au milieu des mouvements féministes de comparer le corps de la femme à un « territoire », ainsi que la manière avec laquelle le machisme dévastateur considère souvent la femme soumise comme un territoire conquis ou à conquérir. D'autre part, dans la lutte pour l'environnement dans nos sociétés, il est extrêmement important de défendre les "territoires" soumis à l'exploitation (contre l'extractivisme sauvage, par exemple).

A cela s'ajoute que le Collectif a appris à argumenter le point de rencontre entre le féminisme et l'environnement : le corps de la femme est sujet de violence dans une société machiste et patriarcale : la culture de la "minimisation" du viol constitue la violence la plus extrême, tout comme le fait de contraindre une femme à procréer contre sa volonté et de s'ap-

propre sa sexualité, son corps comme un territoire libre. Par conséquent, il est fondamental pour les femmes de lutter contre ces violences et pour gérer leurs corps afin de bénéficier d'une sexualité libérée de la reproduction, de pouvoir utiliser différentes méthodes contraceptives et d'exercer un contrôle sur le processus d'accouchement, de sortir du piège de leur utérus transformé en territoire politique, contrôlé par les hommes et l'État : « la procréation directement au service des fins de l'accumulation capitaliste ». De même, la nature est aussi violente, saccagée : le changement climatique induit par l'homme à travers la production et la consommation débridées n'est rien d'autre que la violence de la nature et sa mort. Produire sans tenir compte de la reproduction de la vie et des écosystèmes dans les divers territoires constitue une violence contre la vie de la planète et contre la vie elle-même. C'est détourner et détruire les territoires de la vie. La destruction d'une population entière d'animaux pour leur peau ou leur huile a provoqué et continue de provoquer l'extinction totale de plusieurs espèces.

Un autre aspect souligne la conjonction de leur lutte : la destruction de la nature ainsi que la violence contre les femmes se passe comme si cela serait tout à fait normal : la nature doit être domptée, et la femme par l'homme également.

En bref, les femmes et la nature sont souvent, utilisées, violées et détruites, comme dans des territoires libres ou tout est permis.

Ce parallélisme pourrait sembler un exercice intellectuel mais le Collectif des Femmes de LLN n'ignore pas que les mouvements de femmes affirment, au moins depuis 1970, que leur lutte concerne également la conservation de la nature et que le pouvoir patriarcal soumet les femmes à sa volonté comme il le fait pour la nature.

Et qui plus est, depuis des décennies, les femmes du monde entier se mobilisent contre la violence envers les femmes pour s'approprier de leur corps et le territoire et défendre la nature. Publié en 2022, le livre *Polyphonie écoféministe* (Éditeurs : Le Monde selon les Femmes et CIEF genre et [https://www.monde-femmes.org/produit/polyphonie-eco-](https://www.monde-femmes.org/produit/polyphonie-eco)

feministe/) témoigne de cette lutte tant en Europe qu'en Amérique latine. Les militantes s'exposent dans les territoires où elles vivent pour défendre la vie, la terre, les forêts, l'eau, en luttant contre l'extractivisme, contre la déforestation, contre les projets capitalistes destructeurs, contre la destruction de l'environnement ; pour la construction de logements habitables dans les bidonvilles du monde. À cet égard, le châtement extrême pour leur lutte pour l'environnement est la mort tout comme l'extrême brutalité exercée dans le féminicide : Berta Caceres, militante indigène au Honduras, 2016 ; Leonela Tapdasan, afro-colombienne, 2017 ; Nora et Estelina López au Chiapas, Mexique, 2017 ; Otilia Martinez, Taraumara du Mexique ; Emilsen Manyoma aux Philippines, 2020 ; et beaucoup d'autres femmes qui prennent des risques semblables dans ce combat au sein des quartiers pauvres des villes d'Amérique latine.

Et pourtant, les femmes grandissent en défendant leurs corps et le territoire : elles se sentent puissantes et se battent pour leurs territoires et pour l'égalité des sexes. Sans se déclarer féministes, ces femmes se comportent comme telles, en tant que leaders de leurs communautés, et obtiennent des droits et le respect des hommes. Les écoféministes, donc, écologistes et féministes ou féministes et écologistes. Une seule lutte.

Pour toutes ces raisons, les autochtones du Collectif des femmes veulent renforcer leur action en Belgique également, au-delà de leur participation militante aux grandes mobilisations récurrentes des jeunes pour la vie dans le Bruxelles multiculturel...

Dans cette perspective, nous nous mobilisons pour qu'une sensibilisation à grande échelle s'impose, afin que le respect de l'autre, de la femme en particulier, et de la nature soient au cœur de l'éducation. Pour que cessent ces actes abjects contre les femmes et contre la nature, une révolution mentale doit avoir lieu. Les citoyens, femmes et hommes, devront se remobiliser à nouveau pour que les mondes politiques, policiers et judiciaires entendent leurs cris. Notre action vise deux changements importants : rendre ces violences contre les femmes plus visibles et agir pour que l'intérêt pour l'environnement touche encore plus les

jeunes. Mais il faut aller au-delà, le temps presse, en effet : chaque jour qui passe, des hommes détruisent des femmes et des activités de extractivisme sauvage détruisent la nature et la biodiversité.

Le Collectif est conscient de la nécessité d'une formation spécifique pour l'écoféminisme : il s'agit d'acquérir une pédagogie interactive, grâce à laquelle nous pratiquons et interagissons, ce qui nous permet d'avoir un regard critique sur nos outils et méthodes de travail. La professionnalisation est un enjeu majeur pour que les femmes et hommes du Collectif puissent travailler correctement avec leurs partenaires. Être médiateur.trice, c'est vivre et enclencher un processus, un agir communicationnel, un pont solide et efficace pour faire passer une personne d'une rive à l'autre. Les personnes qui s'adressent à nous sont confrontées à divers problèmes : le dépaysement culturel et l'absence des repères dans un nouvel environnement, le déracinement, les difficultés communicationnelles dues à la non-maîtrise de la langue, l'impact du climat, les problèmes relationnels en famille dus souvent à une perception trop différente de la vie, l'absence d'une famille, la gestion difficile des syndromes post-traumatiques générés par la souffrance et les situations vécues dans le pays d'origine, etc. Ce sont les contradictions de tout ordre qui sont inscrites dans la condition d'immigré.e, absent.e de sa famille, de son village, de son pays et frappé.e d'une sorte de culpabilité inexplicable, mais tout aussi absente ici, du fait de l'exclusion dont il/elle est victime. La médiation tient compte du parcours : de la situation prémigratoire qui peut se caractériser par des violences politiques et des conflits, la pauvreté et la misère, les troubles familiaux, la violence culturelle, le mariage forcé, les mutilations sexuelles, la discrimination... La situation post-migratoire peut signifier un changement du mode de vie, l'adaptation à un environnement inconnu (climat, alimentation, langue, etc.), l'isolement, la séparation familiale, l'absence de soutien familial et communautaire, les tracasseries administratives, les conditions de vie précaires, le chômage, les emplois peu valorisants, l'incertitude quant à l'avenir, l'expulsion, la clandestinité, etc. Le Collectif est habitué à gérer ces situations personnelles dans des rôles de médiateur.trice; plusieurs approches ainsi et projets encadrent déjà les femmes autochtones. ■

Mais il en va de même qu'ouvrir les femmes vers d'autres horizons qui ne se limitent à leur situation personnelle, est une façon de les aider à grandir. Ainsi, s'approcher des plusieurs mouvements de femmes en Amérique latine, en Europe et en Afrique et interroger leur façon de vivre leur lutte personnelle, groupal et écologique. En fait, l'interpellation se produit à l'égard de plusieurs mouvements de lutte pour d'autres causes populaires que le féminisme, mais qui rejoignent finalement les mouvements des femmes. Pour nous, ces parcours et ces rencontres enrichissent non seulement notre méthodologie de travail, mais surtout orientent encore plus nos regards vers les pays du Sud. Nous avons donc une vocation internationale par l'origine de ces femmes, par le projet de préparer

quelques-unes d'entre elles à appuyer les mouvements écoféministes dans le tiers monde.

En plus, pour les mouvements européens, il existe un besoin de se rencontrer entre féministes venues de différentes parties du monde (des quartiers populaires de grandes villes comme du monde rural avec des agricultrices). L'ouverture à des personnes des Suds comme en Amérique latine ou en Afrique permet d'élargir la vision à d'autres dimensions et d'autres féminismes : une approche par le modèle agricole familial, par la terre, l'eau, la pêche... et par leurs luttes pour le quartier, l'eau et la santé dans les villes. En fait, l'interpellation se produit à l'égard de plusieurs mouvements de lutte pour d'autres causes populaires, mais qui re-

joignent finalement les mouvements des femmes.

Lors des récentes mobilisations pour le climat, ce sont les femmes qui ont été à la pointe du mouvement. Transition écologique et justice sociale, c'est l'enjeu majeur des années à venir.

Comment lutter contre ce désastre causé par le capitalisme ? Comment répondre aux effets du réchauffement climatique ? Elles mettent leur plaisir au service d'un avenir terrestre et non à sa destruction. Et finalement on est en train de faire porter le poids des dérèglements climatiques aux populations les plus vulnérables et les plus défavorisées et cela ne va probablement faire qu'empirer. Il faut agir.